



Monsieur Claude Wiseler
Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 10 juillet 2026

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, nous vous prions de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le ministre des Finances et à Monsieur le ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire.

L'État dispose d'un patrimoine immobilier important, dont certains immeubles ou parties d'immeubles peuvent être affectés à des fins d'habitation. Dans un contexte de crise persistante du logement et de besoin accru en logements abordables, il paraît essentiel de disposer d'une vue d'ensemble précise des logements appartenant à l'État, de leur localisation, de leur affectation et de leur état d'occupation.

Une telle transparence permettrait notamment d'évaluer dans quelle mesure le patrimoine immobilier de l'État est effectivement mobilisé pour répondre aux besoins en logements et d'identifier d'éventuels logements vacants pouvant être remis sur le marché ou affectés à des fins sociales, abordables ou de service public.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les ministres :

1. Combien de logements appartiennent actuellement à l'État luxembourgeois, directement ou par l'intermédiaire d'administrations, de promoteurs publics ou d'établissements publics relevant de l'État ?
2. Messieurs les ministres peuvent-ils ventiler ces logements par commune, en indiquant pour chaque commune le nombre total de logements appartenant à l'État ?
3. Parmi ces logements, combien sont actuellement occupés et combien sont vacants ? Messieurs les ministres peuvent-ils ventiler le nombre de logements vacants par commune ?
4. Depuis combien de temps les logements actuellement vacants le sont-ils ? Messieurs les ministres peuvent-ils fournir une ventilation selon la durée de vacance, par exemple moins de six mois, entre six et 12 mois, entre un et deux ans et plus de deux ans ?
5. Quelles sont les principales raisons expliquant la vacance de ces logements, notamment rénovation, insalubrité, procédure d'attribution, changement d'affectation, attente de travaux ou autres motifs ?

6. Combien de logements appartenant à l'État sont actuellement affectés à des fins de logement abordable ou de gestion locative sociale ?

Veillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de notre profond respect.

A blue ink signature, appearing to be "DL", written in a stylized, cursive manner.

Dan Biancalana
Député

A blue ink signature, appearing to be "MD", written in a stylized, cursive manner.

Mars Di Bartolomeo
Député